



Joanne CARTER,

Directrice exécutive de l'ONG RESULTS et membre du Conseil d'Administration du Fonds mondial

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur votre parcours, sur votre ONG RESULTS et sur votre engagement dans la lutte contre le VIH ?

Je travaille depuis 18 ans pour l'ONG américaine RESULTS. Pendant plusieurs années, j'ai été en charge des relations avec le Congrès et depuis 2008, je suis Directrice exécutive de RESULTS et de REF, le Fond pour l'éducation de RESULTS. Notre mission est d'être présent sur le terrain et de faire remonter les revendications « de la base » au niveau du Parlement et des médias pour attirer l'attention et les ressources sur les maladies les plus dévastatrices (comme le VIH et la tuberculose) et la pauvreté. Depuis toujours, RESULTS soutient le Fonds mondial et REF est le Secrétaire du projet ACTION contre la Tuberculose. C'est en 2009 que je suis devenue membre du Conseil d'administration (CA) du Fonds mondial en tant que représentante de la délégation des ONG des pays développés, après en avoir été membre pendant plusieurs années.

Quel est le processus de sélection ?

Chaque délégation, dont la nôtre, est composée des 3 postes officiels : le représentant au CA du Fonds mondial, son suppléant et le point focal communication. Elle établit ses termes de référence et les règles de nomination. La sélection se fait par un appel à candidature rendu public et diffusé le plus largement possible ; les candidats sont choisis par les membres de la délégation. L'ensemble du processus est public.

Comment fonctionne votre délégation ?

Notre délégation a établi un « Groupe de contacts » au sein duquel s'engagent activement les ONG. Ces dernières viennent d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord, du Japon, de l'Australie et de Nouvelle Zélande.

Le Groupe de contacts a pour objectifs de :

- formuler les positions et la stratégie de la délégation,
- coordonner les activités et partager les informations concernant les plaidoyers liés au Fonds mondial,
- chercher des candidats pour les 3 postes officiels,
- être force de proposition pour les réunions du CA.

Le Groupe de contacts attend de ses membres qu'ils :

- s'investissent dans la lecture des do-

cuments du Fonds mondial et autres informations liées, et pour donner un appui sur les problématiques spécifiques et les points de décisions importants,

• contribuent à l'analyse de la politique et au plaidoyer de la société civile au niveau local, régional et international en faveur du Fonds mondial.

A chaque CA, une délégation de 10 personnes est présente, composée des trois représentants officiels et des personnes les plus investies. Nous prenons soin d'avoir une bonne représentation géographique des pays et historique de l'engagement de la délégation.

Nous travaillons de concert avec les deux autres délégations de la société civile (ONG des pays en développement et communautés affectées par les maladies) sur l'analyse des politiques, le développement de positions communes, et la mobilisation des ressources. Ensemble, nous étudions également le fonctionnement des programmes sur le terrain pour pouvoir leur fournir un appui dans la rédaction des requêtes. En raison de sa proximité avec les pays donateurs, notre délégation a la particularité de jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources.

Quel bilan faites-vous du Fonds mondial aujourd'hui ?

Je pense que le Fonds mondial est le mécanisme le plus efficace de lutte contre les 3 pandémies et de renforcement des systèmes de santé. Le Fonds mondial est efficace de par ce qu'il génère et de par sa façon de fonctionner. En 8 ans, les résultats sont considérables : 2,8 millions de pvvih sous traitement, 7 millions de personnes traitées pour la TB, 122 millions de moustiquaires distribuées, permettant ainsi de sauver 5,7 millions de vies. Il a déjà engagé 19,3 milliards de dollars pour 144 pays ! Quant au mode de fonctionnement, ce sont les meilleures pratiques d'une aide au développement efficace : réponse à la demande des pays, demande à l'initiative des pays bénéficiaires, transparence, responsabilité, modèle basé sur

l'efficacité. De plus, en soutenant 2 voies de financement, un gouvernementale et une non gouvernementale, il a confié à la société civile un rôle majeur.

Avec un financement identique (20 milliards), on sait que le Fonds mondial pourrait soutenir l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant, l'élimination du paludisme et permettre l'accès universel au traitement de la TB. Nous devons continuer à soutenir le Fonds mondial pour arriver à ces objectifs.

Je pense qu'au-delà des 3 maladies, le Fonds mondial peut avoir un impact sur d'autres

« En 8 ans, les résultats sont considérables : 2,8 millions de pvvih sous traitement, 7 millions de personnes traitées pour la TB, 122 millions de moustiquaires distribuées, permettant ainsi de sauver 5,7 millions de vies. »

aspects de la santé mondiale particulièrement sur la santé materno-infantile qui a de grandes synergies d'action avec la lutte contre le VIH. Mais tout cela ne sera possible qu'avec des ressources additionnelles...

Comme l'a dit le Ministre Tedros Adhanom Ghebreyesus, Président du CA, « avec son ferme engagement sur le principe d'appropriation par les pays eux-mêmes, l'importance donnée aux résultats et son approche fondée sur la performance, le Fonds mondial a émergé comme le meilleur modèle du financement du développement du 21^{ème} siècle ».

Quelle est votre réaction face à l'annonce de 11,7 milliards de dollars d'engagement de la part les donateurs pour 2011-2013 ?

Pour notre délégation, la plupart des donateurs ne se sont pas donnés les moyens d'arriver à lutter contre les maladies : ils auraient dû doubler leurs engagements, mais à la place, ils n'ont annoncé que de faibles augmentations. Avec un tel manque à gagner, il est clair que le Fonds mondial ne sera pas capable de répondre aux demandes des pays bénéficiaires et ni de se donner les chances d'atteindre les OMD. Les 8,3 milliards manquant se traduiront par des millions de morts : 3,1 millions de pvvih, 2,9 de tuberculeux n'auront pas accès aux traitements et 490 000 mères ne pourront pas prévenir la transmission à leurs enfants... La réalité est vraiment sombre surtout que l'on sait que la transmission de la mère à l'enfant aurait pu être éliminée en 2015...

Nous devons continuer notre mobilisation

pour s'assurer que la réunion à New York n'était que le début, non pas la fin, de la reconstitution. Nous devons tout mettre en œuvre pour que les pays qui ne se sont pas encore prononcés, s'engagent fortement. Nous devons inciter les pays à engager des financements additionnels. Nous devons encourager de nouveaux donateurs, notamment les pays à revenus intermédiaires. Et enfin, nous devons faire preuve d'une bonne utilisation des ressources ce qui ne signifie pas l'on va « faire plus avec moins » mais bien que l'on peut « faire plus avec plus ».

Pour les pays bénéficiaires, nous les encourageons à ne pas perdre leur ambition d'un jour passer à l'échelle. C'est à nous de travailler pour s'assurer qu'ils en auront les moyens.

Quels messages souhaitez-vous faire passer aux pays donateurs qui prétextent la crise économique pour ne pas augmenter leur contribution ?

Investir dans la santé publique, dans son propre pays ou de manière globale, c'est être responsable d'un point de vue économique et moral. C'est aussi investir dans le futur. Pour le VIH, les modèles les plus récents montrent que l'accès universel aux ARV est moins cher à long terme que l'accès partiel... On peut alors choisir d'investir maintenant dans la santé mondiale ou alors plus tard quand les coûts seront plus élevés...

Face à des gouvernements qui trouvent du jour au lendemain des milliards de dollars pour sauver les banques, nous rejetons l'idée selon laquelle il n'y a plus d'argent. Nous devons faire comprendre que cette conjoncture économique évoluera et qu'il faut maintenir une vision à long terme pour une réponse globale aux pandémies. Nous ne devons pas laisser tomber tout ce que nous avons accompli juste à cause de la crise.

Quelle est votre réaction suite à l'engagement des États-Unis de 4 milliards de dollars (augmentation la plus importante, de 38 %) ?

Nous avons toujours plaidé fortement pour un financement des États-Unis suffisamment significatif pour permettre un passage à l'échelle. Nous croyons en l'efficacité du Fonds mondial et nous pensons que les États-Unis ont un rôle central à jouer dans la réponse globale aux maladies.

Nous étions contents d'avoir obtenu la plus haute promesse d'engagement et la plus forte augmentation, mais nous sommes très déçus par le montant de 4 milliards de dollars. Dans la lettre adressée au Président Obama, 101 membres du Congrès avaient demandé un financement de 6 milliards. Cependant, les États-Unis ont précisé que ces 4 milliards étaient un début mais pas la fin donc nous travaillons pour obtenir plus !

Le Fonds mondial a mis en place une réflexion sur une « nouvelle architecture », pourriez vous nous en dire un peu plus ?

En effet ! Il y a tout d'abord la nouvelle approche par Country Team Approach (CTA), ou « Equipe Pays ». Il s'agit pour le Fonds mondial d'adopter une organisation par pays avec la mise en place d'équipes spécifiques à un pays, réunissant les expertises opérationnelles (Portfolio Manager, chef de Projet.) et les expertises support (Suivi-évaluation, Approvisionnement, Juridique) impliquées sur les pays. Cette organisation devrait améliorer la communication du Fonds mondial et son appui aux pays. Elle devrait permettre aux gestionnaires des programmes de mieux anticiper les problèmes, et de les résoudre plus rapidement ; et pour la mise en œuvre des subventions, de gagner en qualité et en temps. Cette approche sera appliquée aux 42 pays high impact qui sont les pays bénéficiaires d'un volume important de financements. La première étape de mise en œuvre concerne 13 pays depuis septembre 2010 ; une évaluation aura lieu 3 mois plus tard. Pour les 29 autres pays, elle aura lieu durant le deuxième trimestre de 2011.

Le Fonds mondial a également entrepris une rationalisation de la procédure de mise en place des requêtes avec le single stream ou « un contrat unique par bénéficiaire principal et par maladie pour plusieurs subventions ». Rappelons quelques chiffres : en 2003, le Fonds mondial approuvait 154 subventions pour 93 pays, en août 2010, le nombre de subventions est monté à 780 pour 140 pays. Là, l'idée est de fusionner les subventions pour éviter d'avoir une approche fractionnée et de passer à une approche holistique d'une réponse par programme. En 2010, 13 pays se sont portés volontaires : de 38 subventions on est passé à 19 avec une réduction de 50 % des coûts de mises

en place. Pour le Round 11, elle sera mise en place pour tous les pays. Les subventions en cours devront passer à ce système progressivement et sur un mode volontaire mais on espère que la moitié des subventions auront adopté le concept courant 2013.

Votre point de vue sur les financements innovants et notamment la taxe financière sur les transactions ?

Les taxes sur les transactions financières pourraient jouer un rôle clé dans le financement à long terme de la santé. Mais elles ne doivent pas se substituer aux financements traditionnels. La taxe sur les transactions de change est une toute petite taxe de 0,005 % qui porterait sur les principaux monnaies (dollar, yen, euro, livre sterling) et qui pourrait générer 33 milliards de dollars tous les ans. 2011 sera une année décisive. Aux États-Unis, un parlementaire, le Représentant Pete Stark, a proposé une loi sur une taxe de 1 dollar qui serait redistribuée à hauteur de 40 % au Fonds mondial, 40 % aux financements du changement climatique et de 20 % pour la prise en charge des enfants des familles à faible revenu. Le gouvernement français a clairement affiché son intention de porter cette idée lors des prochains G8 et G20 qu'il accueillera, et nous devons la soutenir ! ■

Dates clés pour le Fonds mondial :

- 1^{er} Décembre : recommandations du TRP transmises au CA pour le Round 10
- 13-15 Décembre : CA du Fonds mondial suivi de l'annonce des résultats du Round 10
- Avril 2011 : élection du nouveau Directeur exécutif (Michel Kazatchkine, Directeur actuel, peut briguer un deuxième mandat)

